

REFLEXION SUR L'IMPACT DE LA BAISSE DES PRIX DU CARBURANT SUR L'ECONOMIE DU NIGERIA ET SUR CELLE DES PAYS VOISINS (UEMOA)

Le pétrole est, sans doute, une matière première stratégique, tant par sa fonction énergétique dans un grand nombre d'activités, ou d'input dans les secteurs industriels (pétrochimie), que par les montants financiers qu'il représente dans le commerce international ainsi que sa part dans les budgets des Etats producteurs.

Il sert par exemple de carburants dans une variété de moyens de transport, que ce soient les véhicules motorisés, les navires, les avions ou les locomotives, etc. Durant et depuis la seconde guerre mondiale, le pétrole a également joué un rôle essentiel pour gagner les batailles sur terre, dans les airs et sur mer. D'où sa valeur stratégique en temps de paix comme de guerre. La croissance économique rapide des pays occidentaux durant la seconde moitié du 20^{ème} siècle a clairement bénéficié de l'abondance d'hydrocarbures à faible coût et le secteur énergétique a été de tout temps d'importance stratégique dans ces pays. Ainsi, au sortir de la guerre (1939-1945), le développement économique des pays industrialisés s'est appuyé sur cette ressource au point où ces pays sont devenus très dépendants de ce produit. Dès lors, la sécurité de son approvisionnement est devenue un enjeu géostratégique d'importance considérable. Il fait l'objet aujourd'hui d'une attention particulière de la part des grandes puissances et d'acteurs dotés de grandes influences et de capacités d'actions. Les rapports de force établissent alors les conditions dans lesquelles se déroule le commerce pétrolier.

L'industrie pétrolière a des impacts énormes tant sur les populations des pays producteurs que consommateurs. Les recettes pétrolières dans les budgets des États producteurs de pétrole sont devenues de plus en plus importantes. Cependant, des revers amers sont souvent constatés dès lors que le cours du baril baisse continuellement au plan international. C'est le cas par exemple du Nigéria où la baisse du prix du carburant a impacté significativement le cadre macroéconomique de ce pays.

En effet, avec plus de 180 millions d'habitants, le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique était la première économie du continent noir jusqu'à la récession qu'il a connue ces derniers mois qui l'a ramené au 2^{ème} rang. Il est le premier producteur de pétrole en Afrique subsaharienne, le cinquième producteur de l'OPEP et il se spécialise dans l'exportation du pétrole (90% du revenu d'exportation

et 80% des recettes du budget proviennent du pétrole). Durant plus de trois décennies, l'exploitation du pétrole a été le secteur moteur de la croissance économique du Nigéria. Le secteur extractif pétrolier a généré, en termes de valeur marchande, 55 Mds USD par an entre 2000 et 2013. Le Nigeria se place donc parmi les grands pays producteurs et exportateurs d'énergie fossile.

Le rythme soutenu de la croissance économique du pays a permis une progression significative du niveau de richesse par habitant, lequel a plus que doublé en termes réels depuis le début de la décennie 2000. Il est évalué à plus de 3 000 USD en 2013, ce qui fait du Nigeria un pays à revenu intermédiaire. Cependant, cette croissance a été fondamentalement non inclusive. Si l'exploitation des ressources pétrolières et gazières a très fortement contribué au développement économique du Nigeria, la redistribution de la rente associée a toujours été un enjeu majeur et cristallise les tensions que les appartenances ethnico-religieuses n'ont fait qu'exacerber. Son caractère faiblement distributif peut être illustré par la prévalence de la pauvreté, l'une des plus élevées d'Afrique (62 % de la population en 2010) et une hausse des inégalités de revenus.

Quels sont les effets directs de la baisse du prix de pétrole sur l'économie du Nigéria et partant sur les pays voisins de l'UEMOA?

En effet, la forte contraction des cours du pétrole observée depuis juin 2014 (50 % entre juin 2014 et février 2015) et le caractère durablement bas du prix du baril, à un horizon de moyen terme selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), exposent le cadre macroéconomique et financier du Nigeria. Bien que le poids des activités d'extraction ne représente plus que 16 % du PIB en 2013 (contre 37 % en 1990), le secteur pétrolier du premier producteur du continent africain est primordial pour le pays : plus de 70 % des revenus du gouvernement fédéral dépendent de la rente pétro-gazière, qui pèse plus de 95 % des exportations de biens. Dans ce contexte, les effets d'une baisse durable du prix du pétrole de 50 % pour le Nigeria se diffusent à travers (i) une baisse des recettes budgétaires issues du secteur énergétique et (ii) une détérioration des termes de l'échange, et donc de la position de la balance des paiements. Selon le FMI, ces effets simultanés se traduiraient par une réduction du PIB de 1,5 point de pourcentage en 2015.

i) Diffusion via une contraction des recettes budgétaires

Ceci est particulièrement significatif pour le Nigeria (estimation d'une réduction des revenus fiscaux du pétrole à 3,4 % du PIB en 2015 après 5,8 % en 2014). Ce pays dispose d'un fonds de stabilisation des revenus du pétrole contracté après la crise internationale de 2008, dont la fonction est de servir d'amortisseur en cas de baisse des recettes budgétaires. Ce fonds, dont le solde enregistre déjà une diminution (estimé à 2 Mds USD à la fin de l'année 2014, soit 0,4 % de PIB, contre 8,6 Mds en 2012) est marginal et ne permettra pas de faire face à cet important choc exogène. Bien que le déficit budgétaire soit limité (-2,4 % en 2013), le gouvernement fédé-

ral n'a que deux (02) possibilités : creuser le déficit budgétaire et augmenter le taux d'endettement public ou réduire certaines dépenses du gouvernement fédéral. C'est cette seconde option qui semble être privilégiée par les autorités qui ont revu à la baisse l'hypothèse du prix du baril à 65 USD dans le budget 2015 en ciblant les dépenses en capital. Aussi, le FMI estime que la contraction des cours pourrait conduire à la réduction d'au moins 40 % les dépenses en capital du gouvernement fédéral (en termes réels), ce qui pèserait sur le PIB à hauteur de 0,5 point de pourcentage en 2015.

ii) Diffusion via une détérioration des termes de l'échange

Du fait de sa base mono-exportatrice, les performances du commerce extérieur sont très dépendantes de l'évolution des cours du pétrole. La forte contraction des cours du pétrole depuis le mois de juin 2014 pénalise donc les recettes d'exportations. Toute chose égale par ailleurs, la contraction des cours du pétrole de 50 % pourrait entraîner la détérioration du solde courant de la balance des paiements de plus de 10 points de PIB, avec pour conséquence un déficit courant d'environ 6 % du PIB. A cette valeur s'ajoute un effet volume, en raison de la cessation des importations de pétrole brut nigérian par les Etats-Unis depuis 2015. La contraction des revenus d'exportation de pétrole depuis plusieurs mois a pour conséquence la montée des tensions sur le naira, la monnaie nigériane. Cette monnaie est gérée dans le cadre de système administré par un régime de flottement dirigé ; ce qui a conduit la Banque Centrale du Nigéria à la dévaluer de 8 % en novembre 2014. En outre, la poursuite de la baisse des cours du pétrole et les tensions induites sur les réserves de change ont conduit cette Banque centrale à déprécier une nouvelle fois cette monnaie en juin 2016 de près de 30% par rapport au dollar.

Il convient de préciser qu'une dépréciation du taux de change génère un effet de revenu négatif, ce qui implique une baisse de la consommation des ménages et, donc, impacte négativement la croissance économique. Le FMI estime l'effet de ce choc des termes de l'échange (baisse de 38 % des recettes d'exportations) sur la croissance du PIB à 1 point de pourcentage.

Le taux d'inflation quant à lui s'est accru, passant de 12,8% à fin mars 2016 à 16,5% à fin juin 2016.

Pour venir à bout de ce problème qui mine l'économie Nigériane, les autorités ont pris une série de mesures visant à:

- mettre fin à la subvention des produits pétroliers;
- explorer d'autres secteurs porteurs de croissance notamment l'agriculture;
- rechercher le FCFA afin de permettre aux opérateurs économiques et commerçants Nigériens d'entretenir des relations commerciales avec les pays de l'UEMOA, le naira ayant perdu sa valeur, son attractivité, etc.

Comme on peut le constater, l'économie nigériane est sérieusement affectée par cette baisse des prix à la pompe des produits pétroliers.

Le Nigéria entretient des relations économiques avec le reste du monde dont les pays de l'UEMOA, voisins du Nigéria. Parmi les principales sources d'approvisionnement de ces pays de l'UEMOA en produits pétroliers figure le Nigéria et par conséquent un choc exogène (diminution du prix du carburant) affectant l'économie de ce pays aura sans doute des effets sur l'économie des pays de l'UEMOA.

De même, la dépréciation continue du naira par rapport au FCFA a pour conséquence la perte de compétitivité-prix pour les pays de l'Union. Les pays qui seraient les plus touchés sont le Bénin et le Togo. En effet, la part des exportations en direction du Nigéria, y compris la réexportation, représentent pour le Bénin 50,9% et pour le Togo 14,4% de leurs exportations totales. La dépréciation du naira entraînerait des pertes de recettes fiscales, en particulier pour le Bénin où 40% des recettes fiscales dépendent des flux commerciaux avec le Nigéria.

En effet, de par sa situation géographique, le Bénin possède l'un des trafics commerciaux les plus intenses de la sous-région ouest-africaine avec le Nigéria.

Le Bénin qui tire un grand avantage de cette situation, directement par des retombées positives sur ses finances publiques à travers les droits et taxes sur importations, et indirectement par l'accroissement implicite des revenus individuels de certains nationaux. Cette situation a fait également dépendre l'économie béninoise de l'évolution de la conjoncture économique au Nigeria.

Le Togo va subir les mêmes conséquences même si ce ne sera pas dans les mêmes proportions que le Bénin.

En effet, si la part des exportations y compris les réexportations vers le Nigéria est de 14,4%, celle vers le Ghana voisin producteur de pétrole et qui subit le même choc n'est pas connu, le Togo risque de subir ces chocs externes. D'où la nécessité de les prendre en compte dans toutes les prévisions macroéconomiques.

Soulignons, enfin, que les effets mentionnés précédemment au niveau des recettes budgétaires et de la balance des paiements ont également un impact sur le service de la dette dans la mesure où une amélioration des recettes ou du niveau des réserves permettrait un paiement plus régulier du service de la dette.

En conclusion, il faut noter que le pétrole joue un rôle important pour les pays producteurs et consommateurs. Son importance est considérable tant dans le domaine des transports que de l'industrie. C'est pourquoi son exploitation fait l'objet d'une attention particulière de la part des grandes puissances qui cherchent à contrôler les voies d'approvisionnement.

Dans certains pays comme le Nigéria, la mauvaise distribution des revenus issus du pétrole a pour conséquence la montée de groupes armés ethnico-religieuses. A cela s'ajoute la chute des prix

du carburant avec son cortège de maux tant sur l'Etat Nigérian que sur certains pays de l'UEMOA producteurs et non producteurs qui doivent prendre des mesures budgétaires pour atténuer les conséquences.